



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

**Gestion des ressources de sécurité en
Afrique :
Symposium sur le développement
professionnel**

GUIDE PEDAGOGIQUE

**Addis Abeba, Éthiopie
15-17 janvier 2019**



Table des matières

À propos du Centre d'études stratégiques de l'Afrique	1
Introduction	3
Carte de l'Afrique	7
Séance 1: Le Lien Sécurité-Développement-Gouvernance	9
Séance 2: Tendances relatives à la disponibilité des ressources et des dépenses du secteur de la sécurité	11
Séance 3: Construction des partenariats externes	13
Séances simultanées:	
Série A: Outils de budgétisation dans le secteur de la sécurité en Afrique.....	17
Série B: Outils de renforcement de la gestion des dépenses publiques	18
Exercice en groupe de discussion :	21

À PROPOS DU CENTRE D'ETUDES

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique sert de forum de recherche, de programmes académiques et de plateforme d'échanges d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains, assurée par des institutions efficaces et redevables aux citoyens.

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique s'est donné pour mission de concrétiser la vision d'une Afrique sans violence organisée et garantie par des institutions africaines déterminées à protéger les citoyens du continent. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à obtenir des résultats tangibles en collaborant avec ses partenaires africains, qu'il s'agisse de militaires ou de civils, d'institutions publiques, privées ou de la société civile au niveau national ou régional. Chacun a un rôle important à jouer en vue d'atténuer les facteurs complexes de conflit sur le continent. La responsabilité vis-à-vis des citoyens constitue un élément important de notre vision, car elle conforte la notion que pour être efficaces, les institutions de sécurité doivent non seulement être « fortes », mais aussi être attentives aux droits et à la protection des citoyens.

MISSION

Faire progresser la sécurité en Afrique en favorisant l'entente, en offrant une plateforme de confiance favorable au dialogue, en créant des partenariats durables et en favorisant des solutions stratégiques.

La mission du Centre d'études stratégiques de l'Afrique est basée sur la production et la diffusion du savoir par la recherche, les programmes académiques, la communication stratégique et à travers les chapitres de communautés d'étudiants. Sur la base d'expériences pratiques et d'enseignements acquis sur les efforts accomplis en matière de sécurité sur le continent, le Centre génère des perspectives et des analyses pertinentes qui pourront renseigner les praticiens et les décideurs politiques sur les problèmes de sécurité les plus pressants à relever. Reconnaisant que répondre aux graves défis ne peut s'accomplir que par des échanges sincères et réfléchis, le Centre met à la disposition de ses différents partenaires des plateformes virtuelles ou de communication directe qui leurs permettent d'échanger des points de vues sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges multiplient les relations qui, à leur tour, sont maintenues au fil du temps par le biais de chapitres de communautés d'étudiants, de communautés d'intérêt, de programmes de suivi du Centre et par un dialogue permanent entre les participants et le personnel du CESA. Ce dialogue, imprégné des expériences vécues et de nouvelles analyses, permet aux partenaires du Centre de se former en continu et agit comme catalyseur d'actions concrètes.

MANDAT

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est un organisme du Département de défense des États-Unis, créé et financé par le Congrès américain, pour l'étude des défis sécuritaires en Afrique et sert de forum de recherche bilatérale et multilatérale, de communications, d'échange d'idées et de formations ouvert aux civils comme aux militaires. (10 U.S.C 342)

Introduction

Contexte

Les pays africains sont confrontés à des difficultés pour générer, allouer et gérer les ressources du secteur de la sécurité pour plusieurs raisons, notamment : des institutions faibles, des contraintes de capacités, de supervision inadéquate, de manque de transparence et les stratégies de sécurité nationales cohérentes. Bien que certains pays prennent des mesures pour remédier à ces problèmes, d'importants défis persistent. Par conséquent, l'inefficacité, le gaspillage, la corruption, la fragilité et (dans certains cas) les violations des droits de l'homme ont un impact sur l'état de préparation des forces et sur la réalisation des objectifs de sécurité nationaux et régionaux. Ainsi, la gestion judicieuse des ressources disponibles du secteur de la sécurité en Afrique est à la fois urgente et cruciale.

Ce symposium présente aux participants les implications au niveau stratégique de la gestion des ressources dans le secteur de la sécurité en Afrique et combine des présentations plénières interactives, des discussions de cas en groupe et des exercices d'élaboration de scénarios. Le programme de trois jours vise à : (a) renforcer les capacités et le professionnalisme des anciens étudiants du CESA en charge de la conception, de la mise en œuvre et du contrôle des budgets du secteur de la sécurité en Afrique, (b) créer un réseau de soutien par les pairs, et (c) explorer les problèmes de frontières dans la gestion des ressources de sécurité à travers l'Afrique. L'objectif est que les participants a' approprient et adoptent à terme des bonnes pratiques quant à la gestion des ressources de sécurité en Afrique, avec un contrôle démocratique efficace. Ils seront également en mesure d'identifier les principales lacunes en matière de politiques, d'institutions et de capacités, de stimuler une réflexion novatrice dans ce domaine ; et de promouvoir un débat politique informé sur l'allocation et l'utilisation des ressources dans le secteur de la sécurité.

En plaçant ce symposium au niveau stratégique, les participants seront incités à aller au-delà de l'identification des problèmes et devront travailler en groupe pour élaborer des solutions efficaces et centrées sur l'Afrique afin d'améliorer la capacité de gestion des ressources aux niveaux national et régional. Ainsi, les participants seront encouragés à se concentrer sur les « modalités » (c.-à-d. comment définir au mieux les solutions efficaces), les « moyens » (c.-à-d. comment utiliser au mieux les ressources nationales et extérieures disponibles) et les « fins » (c.-à-d. comment mieux définir l'état final souhaité) qui sont nécessaires pour relever les défis de sécurité multidimensionnels en Afrique. L'accent sera mis sur le partage de bonnes pratiques, sur les leçons tirées d'études de cas et sur la formulation de solutions pratiques pouvant être adaptées, adoptées et mises en œuvre.

Structure du symposium

Ce symposium est divisé en trois séances plénières, deux séances thématiques simultanées et des groupes de discussion. Des intervenants ayant une expertise et une expérience pertinentes dirigeront les séances plénières et simultanées. Leurs brèves présentations seront suivies de séances de questions-réponses avec modérateur, au cours desquelles les participants seront encouragés à partager leurs expériences, à remettre des postulats en cause et à réfléchir à des approches créatives. Les discussions en petits groupes porteront sur la résolution de problèmes. Les participants seront encouragés à partager leurs points de vue et à l'apprentissage mutuel. Une équipe de facilitateurs qualifiés travaillera avec les participants à cette fin.

Séances plénières : Les intervenants dans ces séances discuteront de l'état actuel et de la portée des tendances en matière de gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique, après quoi les participants auront la possibilité de poser des questions. Ces séances plénières sont conçues pour

renforcer l'apprentissage entre pairs en se concentrant sur les applications pratiques et les principes rigoureux de la gouvernance du secteur de la sécurité.

La première séance plénière aborde le lien sécurité-développement-gouvernance. Elle fournit une base conceptuelle en analysant la relation entre une gestion efficace des ressources, l'efficacité des stratégies de sécurité nationales et régionales en tant qu'élément clé de l'amélioration de la gouvernance dans le secteur de la sécurité et le leadership institutionnel. Cette séance plénière examinera également une gamme de concepts théoriques et de résultats empiriques qui alimentent ce débat.

La seconde séance plénière présente la nature et la portée des tendances de la gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique. Elle examine les tendances en matière de disponibilité des ressources, de dépenses dans le secteur de la sécurité et leurs implications pour une meilleure gestion des ressources dans le secteur de la sécurité.

La troisième séance plénière reconnaît l'importance de la mise en place de partenariats externes et explore les modalités permettant d'améliorer la coordination et la complémentarité. Elle traite des facteurs associés à la réussite du développement de partenariats

Séances simultanées : Au cours de ces activités, les participants seront invités à choisir deux sujets. Ils devront consacrer les 40 premières minutes à la discussion d'un sujet et les 40 minutes suivantes de la séance à la discussion d'un autre sujet. Les participants feront leur sélection après la clôture des séances plénières pertinentes.

La première série de séances simultanées fournit des outils pour la budgétisation dans le secteur de la sécurité, chaque participant assistera à deux séances de son choix. Chaque séance simultanée abordera des outils dans quatre domaines : (a) les processus participatifs, (b) la mobilisation des ressources intérieures, (c) les fuites et le gaspillage et (d) l'analyse de la dette intérieure et extérieure.

La deuxième série de séances simultanées fournit des outils pour renforcer la gestion des dépenses publiques. Chaque participant assistera à deux séances de son choix. Chaque séance simultanée discutera des outils dans quatre domaines : (a) l'abordabilité et la durabilité, (b) la responsabilité et la surveillance, (c) l'inclusion et la consultation, et en fin (d) la coordination et la coopération.

Séances de groupe : Trois études de cas seront utilisées pour étudier les défis et les implications des tendances des dépenses de sécurité. À l'aide de ces études de cas, les séances de groupe fourniront aux participants l'occasion de partager leurs expériences et d'explorer certaines des questions soulevées au cours des présentations.

Les études de cas : Ces études de cas décriront certains des principaux chocs, tels que les prix du pétrole, les élections et la réforme politique, qui jouent un rôle déterminant dans l'influence de l'évolution des dépenses de sécurité. Les dépenses de sécurité constituent une des grandes composantes des dépenses publiques des pays développés et en développement. En outre, l'avantage des dépenses de défense sur le développement économique a d'importantes implications politiques, en particulier pour les pays en développement.

Les discussions de groupe : Cet exercice consistera à schématiser l'évolution de l'environnement de la sécurité qui sera façonné par des facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation, la migration, les prix des matières premières, la fragilité socio-économique et les changements environnementaux. Les participants seront mis au défi de savoir comment anticiper le changement et ses implications pour la gestion des ressources dans le secteur de la sécurité.

Les programmes du CESA sont menés dans le cadre d'une politique stricte des règles de « Chatham house ». Cela permet aux participants de contribuer et d'échanger des points de vue sans réserve, créant ainsi un environnement d'apprentissage efficace et productif. Une interprétation simultanée sera disponible permettant à l'atelier de se dérouler en anglais, français et en portugais. Tout le matériel de l'atelier sera fourni dans ces trois langues.

Matériel académique

Le succès du séminaire ne se fera que par une analyse honnête et un dialogue productif. Pour atteindre cet objectif, le CESA utilise des outils académiques pour promouvoir un dialogue franc et ouvert sur des questions critiques et pour jeter les bases d'un développement efficace du réseautage entre pairs. Pour faciliter votre discussion, nous avons préparé un programme académique détaillé et des lectures recommandées. Nous vous encourageons à remettre en question les analyses et le contenu de tout le matériel fourni. Les lectures visent plutôt à favoriser un dialogue sain sur les problèmes de sécurité en discussion, ce qui vous permettra de forger des stratégies réalistes et efficaces pour lutter contre l'insécurité en Afrique. Comme pour tous les programmes du CESA, ce séminaire sera mené dans le cadre d'une politique stricte de non-attribution, qui sera contraignante pendant et après le séminaire. Nous espérons que cela vous permettra d'aborder les questions sensibles en discussion.

Les opinions exprimées dans les lectures, les études de cas et les présentations ne constituent pas une politique ou une position officielle de l'Université de la Défense Nationale, du Département de la Défense ou du gouvernement des États-Unis. Toute la documentation de l'atelier sera affichée sur la page Web du CESA. Veuillez nous contacter si vous avez des difficultés pour accéder à la page web. Idéalement, nous aimerions initier une discussion sur les questions et les objectifs clés avant le début de l'atelier. Nos facilitateurs seront disponibles pour répondre à vos questions, discuter de vos points de vue sur le sujet et le matériel académique, partager vos expériences et examiner des études de cas pertinentes.

Préparation académique

La consultation et le partenariat sont les caractéristiques du processus d'élaboration des programmes du CESA. Des réunions consultatives formelles et informelles ont été organisées avec un large éventail d'experts régionaux et non régionaux, de représentants de gouvernements africains et de parties prenantes au sein d'entités gouvernementales américaines compétentes, afin de déterminer la portée et les objectifs de cet atelier. Un certain nombre de chercheurs et de praticiens ont été particulièrement utiles pour réviser le contenu et la pertinence du matériel académique de cet atelier.

Guide pédagogique

Ce programme offre un aperçu des objectifs académiques et des questions majeures relatives à la gestion des ressources de sécurité en Afrique. À chaque séance, nous présenterons une courte introduction et une liste de questions servant à la discussion. Nous y joindrons également des articles pertinents dont le but est essentiellement d'exposer les problèmes dans le contexte des travaux de recherche et des documents concernant les politiques. Ce programme détaillé couvre probablement plus de questions et de documents qu'il n'est possible d'en discuter convenablement, dans le temps

disponible. Nous espérons que vous utiliserez cette documentation comme ressources, même lorsque ce programme sera terminé.

Nous vous encourageons à nous faire part de vos questions et suggestions concernant les documents pédagogiques et les cours. La qualité de nos programmes et de nos cours a grandement bénéficié de la volonté enthousiaste des anciens participants d'offrir des critiques et des suggestions constructives. Nous sommes à votre entière disposition pour discuter de sujets spécifiques. Nous vous encourageons à vous y référer, à lire la documentation que nous vous avons remise et également à participer activement à vos groupes de discussion.

Carte de l'Afrique



Map No. 4045 Rev. 7 UNITED NATIONS
November 2011

Department of Field Support
Cartographic Section

Séance plénière 1 : Le lien sécurité-développement-gouvernance

Format : Présentations plénières et séance questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Décrire les liens entre développement, sécurité et gouvernance et les zones de chevauchement et de convergence.
- Comprendre le rôle des ressources, de la stratégie de sécurité nationale et du leadership dans le lien sécurité-développement-gouvernance.
- Discuter de leçons tirées des programmes de développement pouvant s'appliquer à la gestion des ressources du secteur de la sécurité.

Contexte :

Il y a une différence conceptuelle considérable entre considérer la sécurité et le développement comme des domaines mutuellement exclusifs et comme des domaines inextricablement liés. L'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a bien articulé et résumé cette interconnexion : « L'humanité ne jouira pas du développement sans sécurité et ne jouira pas de la sécurité sans développement et ne jouira pas non plus des deux sans le respect des droits de l'Homme ». De nombreuses études ont montré que le sous-développement contribue aux conflits violents et que l'insécurité compromet le développement.

La fin de la Guerre Froide a coïncidé avec le début du passage d'une conception de la sécurité centrée sur l'État à celle centrée sur l'Homme, comme indiqué dans le rapport sur le développement humain de 1994, publié par le PNUD. Le Rapport sur le développement humain 2011 (RDH), le Rapport sur le développement dans le monde 2011 (RDM), Chemins pour la Paix, approfondissent tous la compréhension du lien étroit et grandissant qui unit sécurité, développement et gouvernance.

Face aux menaces à la sécurité multidimensionnelles, complexes et en constante évolution auxquelles l'Afrique est confrontée, la sécurité, le développement et la gouvernance sont de plus en plus reconnus sur le continent en tant que champs inséparables et convergents. Malgré la reconnaissance croissante du lien sécurité-développement-gouvernance, la mise en œuvre reste un défi à atteindre dans la plupart des continents. L'élaboration de la stratégie doit être inclusive et participative à travers un dialogue national et des processus impliquant toutes les parties prenantes (y compris les partenaires du développement externes), afin de garantir qu'elle soit durable axée sur la personne.

La stratégie de sécurité nationale joue non seulement un rôle critique dans l'application pratique du lien sécurité-développement-gouvernance, mais elle constitue également un test décisif de la convergence possible entre sécurité et développement. La stratégie devrait mettre l'accent sur l'allocation et la gestion efficaces des ressources. Dans ce contexte, est-il important de comprendre comment mieux gérer les ressources du secteur de la sécurité (y compris les dépenses classifiées) afin d'atteindre les objectifs de sécurité nationale.

Une telle stratégie établit un équilibre entre les buts (intérêts de la sécurité nationale, y compris la sécurité humaine) et les moyens (pouvoir national, y compris les ressources militaires et le monopole de la violence) afin d'atteindre les objectifs de sécurité nationale. Cela ne peut être réalisé que par un leadership stratégique et institutionnel.

Questions de discussion :

1. Pourquoi est-il important ou utile de considérer la sécurité et la gouvernance du développement comme des domaines interconnectés ?
2. Comment une stratégie de sécurité nationale peut-elle contribuer à renforcer et consolider l'interconnexion entre sécurité, développement et gouvernance et quel serait le rôle du leadership ?
3. Sur la base de votre expérience, comment voyez-vous le lien entre ressources, stratégie et leadership dans votre pays ou région ?

Lecture recommandée:

World Bank (2011). "Conflict, Security and Development". World Development Report. Washington: World Bank.

https://siteresources.worldbank.org/INTWDRS/Resources/WDR2011_Full_Text.pdf

Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/.../211162mm.pdf>

Lectures supplémentaires:

Dunne, J. (2010). "Military Spending and Economic Growth in Sub-Sahara Africa." Bristol: School of Economics, University of the West of England.

UNDP (1994). "Human Development Report: New Dimensions of Human Security" Human Development Report. Rome: United Nations Development Program.

UNDP (2011). "Human Development Report: Sustainability and Equity: A Better Future for All". Human Development Report. Rome: United Nations Development Program.

Présentations vidéo:

Dr. Eboe Hutchful, professeur d'études africaines à Wayne University

Africa Center for Strategic Studies "Understanding Africa's Development-Security Nexus". Publié le 19 mai 2017

YouTube https://www.youtube.com/watch?v=Tn03gdd_q1w

M. Bernard Harborne, Spécialiste principal, paix, conflits et violence à la Banque mondiale

Africa Center for Strategic Studies "Understanding Africa's Development-Security Nexus." Publié le 12 juin 2017

YouTube <https://www.youtube.com/watch?v=RrKIm6DXvvs>

Séance 2 : Tendances relatives à la disponibilité des ressources et des dépenses du secteur de la sécurité

Format : Présentations plénières et séance questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Analyser les tendances des dépenses de sécurité en Afrique.
- Évaluer les déterminants des dépenses dans le secteur de la sécurité en Afrique.
- Examiner les stratégies permettant de gérer efficacement les ressources du secteur de la sécurité, tant pour la sécurité que pour le développement économique.

Contexte :

Selon le SIPRI, les dépenses annuelles de défense en Afrique ont diminué de 0,5 % en 2017, mais ont augmenté de manière significative au cours de la dernière décennie. Les baisses consécutives à l'après-Guerre Froide et les augmentations plus récentes reflètent les tendances des prix mondiaux des produits de base dans les résultats économiques de l'Afrique. Même pendant les années de prospérité de l'Afrique, l'augmentation des dépenses ne s'est pas toujours traduite par une amélioration de la sécurité. La principale raison de ce problème est la mauvaise gestion des ressources du secteur de la sécurité et des finances publiques. Un autre facteur est la dépendance excessive sur sources de financement externes, ce qui nuit à la durabilité.

Un certain nombre de pays collabore avec des partenaires externes pour mener l'évaluation des dépenses publiques du secteur de la sécurité et des réformes de la gestion des finances publiques. Ces interventions visent à aider l'Afrique à renforcer ses capacités en matière d'analyse, de passation de marchés, d'opérations et de contrôle budgétaires. Les fuites liées aux marchés publics, la corruption endémique et une supervision inefficace contribuent également au malaise dans ce domaine. Il est important de noter que le surinvestissement dans le secteur de la sécurité n'est pas en soi une panacée au malaise économique. En fait, cela peut détourner des ressources d'autres secteurs importants (tels que la santé, l'éducation et les infrastructures) et évincer les investissements du secteur privé qui sont essentiels pour stimuler la croissance économique. Ces tendances auront de graves répercussions sur la budgétisation et la gestion des ressources; en particulier dans le secteur de la sécurité.

Questions de discussion :

1. Quelles sont les principales sources de revenus du gouvernement dans votre pays ?
2. Comment voyez-vous les tendances futures en termes de portée et de sources de revenus dans votre pays et quels secteurs seront les plus touchés par le processus d'allocation budgétaire ?
3. L'augmentation des dépenses de sécurité garantit-elle une sécurité améliorée ?
4. Quels compromis sont impliqués dans la détermination des niveaux de dépenses du secteur de la sécurité dans votre pays ?
5. Quels sont les défis à relever pour assurer une gestion efficace des dépenses publiques dans le secteur de la sécurité de votre pays ?

Lectures recommandées :

Tian, N. 2018. "Oil price shocks and military expenditure" dans SIPRI Year Book 2017.
<https://www.sipri.org/yearbook/2017>.

Harborne, B., Dorotinsky, W. et Bisca, P. M. (Eds.). (2017). Securing Development: Public Finance and the Security Sector. The World Bank. Pg. 119-142
<http://www.sipotra.it/wp-content/uploads/2017/05/SECURING-DEVELOPMENT.-Public-Finance-and-the-Security-Sector.pdf>

Lecture supplémentaire:

The Economist. "Arms and the African" (November 2014)
<http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21633901-continents-armies-are-going-spending-spree-arms-and-african>

Radelet, S. (2015) Africa's Rise – Interrupted? - IMF FINANCE & DEVELOPMENT June 2016 • Volume 53 • Number 2,
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2016/06/pdf/radelet.pdf>

Séance 3 : Construire des partenariats externes

Format : Présentations plénières et séance questions-réponses avec modérateur

Objectifs :

- Examiner le rôle des partenaires externes dans le soutien à l'accès à la sécurité en Afrique.
- Analyser et comprendre les coûts et avantages potentiels des partenariats externes.
- Décrire la meilleure façon de renforcer et de coordonner les partenariats externes dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Contexte :

Les partenariats externes représentent une source essentielle de soutien pour le secteur de la sécurité en Afrique. Cependant, les pays doivent aligner l'assistance extérieure sur les objectifs stratégiques nationaux. Avoir une stratégie de sécurité nationale aidera à mieux coordonner et gérer l'assistance en matière de sécurité sur le continent. Autrement, les priorités des donateurs peuvent occulter les intérêts stratégiques des pays bénéficiaires, conduisant à l'inefficacité, au gaspillage et à une insécurité permanente. Ces partenaires incluent :

Gouvernement des États-Unis (USG) : Offre une variété de programmes d'assistance dans le secteur de la sécurité, tels que le **Programme ACOTA (Programme de formation et d'assistance aux opérations de contingence en Afrique)**, l'**Initiative pour la gouvernance en matière de sécurité (SGI)**, et le **Partenariat africain pour une réponse rapide au maintien de la paix (APRRP)**. Pour le gouvernement des États-Unis, l'importance que la relation entre les États-Unis et l'Afrique soit basée sur le partenariat, l'appropriation et la responsabilité africaine est au cœur de ces programmes.

L'Union Européenne (UE) : Un acteur clé sur le continent, comme en témoignent les dialogues Afrique-UE, la stratégie Afrique-UE et le programme français de formation au maintien de la paix (RECOMP), relève désormais de l'UE (EURORECOMP). L'Union européenne a consacré plus de 1,2 milliard d'euros à la facilité de soutien de la paix pour l'Afrique afin de soutenir les opérations de maintien de la paix en Afrique et a également lancé ses propres missions de maintien de la paix sur le continent.

La Chine : Les relations entre l'Afrique et la Chine ont évolué rapidement au fil des années. La Chine a dépassé les États-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique en 2009. Elle est devenue une source importante d'investissements étrangers directs en Afrique ; offre des prêts de développement aux pays riches en ressources naturelles, investit dans l'agriculture et développe des zones spéciales de coopération commerciale et économique dans plusieurs États. Les dernières années ont également été marquées par des échanges culturels et renforcés, et par une forte expansion de leur coopération dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie, de la santé et des ressources humaines.

Autres partenaires : L'intérêt et la présence sans cesse croissants de partenaires émergents tels que l'Inde, la Russie, le Brésil, le Vietnam, la Corée du Sud, les États du Golfe et la Turquie sont un trait caractéristique de l'environnement de sécurité contemporain de l'Afrique. À des degrés divers, tous ces pays ont manifesté un intérêt croissant pour l'Afrique en tant que destination pour les entreprises et lieu d'acquisition de ressources naturelles vitales. Ces pays entretiennent également des liens avec les pays africains afin de renforcer leur statut diplomatique et leur influence au sein d'institutions multilatérales telles que les Nations Unies, l'Union africaine et les communautés économiques régionales (CER). Les dirigeants africains ont largement salué l'engagement des puissances

émergentes en raison des avantages économiques tangibles apportés par ces relations. En outre, ces puissances émergentes offrent un nouveau modèle de partenariat fondé sur la non-ingérence dans les affaires nationales. Les partenaires externes du développement et de la sécurité mettent constamment au point de nouvelles stratégies d'intervention et de partenariat, des modalités de surveillance et des incitations à l'engagement national.

L'assistance fournie par les donateurs en matière de sécurité devrait donc être adaptée à une stratégie de sécurité nationale complète et globale fondée sur les intérêts mutuels partagés entre le donateur et le bénéficiaire. L'assistance doit reposer sur un cadre institutionnel solide garantissant que la programmation financée par les donateurs est adaptée et appropriée aux besoins et intérêts nationaux. La stratégie de sécurité nationale sera, en elle-même, un outil d'évaluation et de mesure des partenariats de sécurité extérieure et de renforcement de la transparence, de la responsabilité et de la durabilité.

Questions de discussion :

1. Quelle est l'importance de l'aide extérieure, en particulier de l'assistance en matière de sécurité externe, dans votre pays / région ?
2. L'assistance extérieure a-t-elle aidé à réduire et à combattre les menaces à la sécurité auxquelles votre pays / région est confronté ?
3. Comment pouvez-vous utiliser l'assistance extérieure pour vous aider à atteindre vos priorités nationales au lieu de défendre exclusivement les intérêts des donateurs en matière de sécurité nationale ?
4. Quelles stratégies les pays africains, les communautés économiques régionales et l'UA devraient-ils employer pour s'assurer que les intérêts africains sont pris en compte sur un pied d'égalité avec ceux des acteurs externes ?
5. Comment les institutions / pays africains peuvent-ils mieux coordonner l'aide extérieure ?

Lectures recommandées :

Moderan, O. (2015). Political Leadership and National Ownership of Security Sector Reform Processes. Toolkit for Security Sector Reform and Governance in West Africa, 3.

<https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/SSRG-West-Africa-Toolkit-Tool-1-EN.pdf>

Watts, Steve. "Identifying and Mitigating Risks in Security Sector Assistance for Africa's Fragile States". Rand Corporation 2015.

http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR800/RR808/RAND_RR808.pdf

Wekesa, Bob. "FOCAC, African agency and Africa's China policy." L dialogue (2017): 2.

https://www.fessouthafrica.org/fileadmin/user_upload/Global_Dialogue_Special_Edition_FOCAC.pdf#page=2

Lectures supplémentaires:

Ismail, Olawale, et Elisabeth Skons, eds. Security Activities of External Actors in Africa. Oxford University Press, 2014.

<https://www.sipri.org/sites/default/files/files/books/SIPRI2014IsSk01.pdf>

OECD: Evaluation of the Paris Declaration. Country Ownership of Development: Political Correctness or a Practical Key to Better Aid?

<https://www.oecd.org/dac/evaluation/dcdndep/48704765.pdf>

Séances simultanées

Les séances simultanées sont conçues pour fournir aux participants des outils pratiques afin de répondre aux défis spécifiques liés à la gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique. La première série A de séances est consacrée aux processus et pratiques de budgétisation dans le secteur de la sécurité, tandis que la seconde série B met en évidence des éléments de stratégies efficaces de gestion des dépenses publiques. Au cours de chaque séance simultanée, les participants seront invités à choisir deux sessions. Chaque section de 40 minutes verra un orateur partager les récentes études, les bonnes pratiques et des études de cas pertinentes (20 minutes) et conduira une séance de questions-réponses (20 minutes). L'objectif est de fournir aux participants des informations pratiques et des stratégies afin d'améliorer leur efficacité.

Série A. Outils de budgétisation dans le secteur de la sécurité en Afrique

1. **Processus de budgets participatifs** : La nature complexe de l'insécurité en Afrique requiert l'inclusion d'un large éventail de parties prenantes dans la conception, l'allocation, l'utilisation et la supervision des ressources du secteur de la sécurité. Cette séance examinera comment ces parties prenantes pourraient être impliquées dans les processus d'analyse, de hiérarchisation et de suivi des budgets du secteur de la sécurité. Les lectures de cette séance présentent des outils pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de processus de budgétisation participative dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Lecture : UN-HABITAT, 2008. "Participatory Budgeting in Africa". Nairobi: United Nations Human Settlements Program, pages: 1-10, 32-38

Lien : <https://www.internationalbudget.org/.../Participatory-Budgeting-in-Africa-A-Training->

Lecture : Reutener, M. and Fourie, D., 2015. "The role of civic participation in the South African budgeting process", *Public and Municipal Finance*, Vol 4(3), pages : 7-15

Lien :

https://repository.up.ac.za/bitstream/handle/2263/59169/Reutener_Role_2015.pdf?...

2. **Mobilisation des ressources intérieures** : Le niveau des recettes fiscales inexploitées en Afrique subsaharienne est colossal, avec la moitié des pays collectant moins de 17 % de leur produit intérieur brut (PIB), ce qui pourrait entraver leurs efforts pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030. La séance évaluera l'état des recettes fiscales inexploitées et fournira des options et des outils pour la mobilisation des ressources nationales. La lecture pour cette séance fournit un exemple des défis auxquels sont confrontés les États fragiles pour augmenter leurs propres ressources nationales et leurs implications dans le secteur de la sécurité.

Lecture : Harbone et al 2017, *Securing Development*, World Bank, pages: 18-20

Lien : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25138>

3. **Fuites et gaspillage**: On estime que l'Afrique perd environ 50 milliards de dollars par an sous forme de flux financiers illicites, soit environ le double de l'aide publique au développement reçue par l'Afrique. La séance examinera le phénomène des flux financiers illicites en Afrique et les moyens de lutte contre ces flux en provenance d'Afrique. La lecture pour cette séance fournit des outils permettant d'analyser et de combattre les flux financiers illicites en provenance d'Afrique.

Lecture: United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), 2017. *Illicit Financial*

Flows from Africa, UNECA, pages : 16–18 (études de cas), 23–32, 55 (**Table 3.1**), Chapitre 5.
Lien:https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/iff_main_report_26feb_en.pdf

4. **Dettes intérieure et extérieure:** Malgré la réduction substantielle de la dette en Afrique subsaharienne à la suite d'initiatives d'allègement de la dette, la situation économique augmente rapidement depuis 2008, ce qui a de graves répercussions pour la sécurité et la survie de ces États. La séance analysera l'ampleur de la dette publique en Afrique et ses conséquences pour le fonctionnement des gouvernements lourdement endettés. Les lectures pour cette séance fournissent des informations sur la dette de l'Afrique ainsi qu'une étude de cas sur les difficultés du gouvernement kenyan à faire face à sa dette publique.

Lecture : Gill, I, et Karakulah, K., 2018. Sounding the alarm on Africa's debt. Brookings
Lien : <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2018/04/06/sounding-the-alarm-on-africas-debt/>

Lecture 2 : David Ndi, 15 septembre 2018. Between the hammer of the markets and anvil of politics: Mr. Kenyatta, in debt distress. *The East Africa Review*.

Lien :

<https://www.google.com/search?q=ndii-between+the+hammer+of+the+markets+and+anvil+of+politics&oq=ndii-between+the+hammer+of+the+markets+and+anvil+of+politics&aqs=chrome..69i57.40298j0j4&sourceid=chrome&ie=UTF-8>

Série B. Outils de renforcement de la gestion des dépenses publiques

1. **Abordabilité et la durabilité :** Bien que des progrès aient été réalisés en Afrique en matière de normalisation et d'amélioration des mesures relatives aux normes de gestion des finances publiques (GFP) telles que la faisabilité financière et la durabilité, le secteur de la sécurité a encore des difficultés à se conformer à ces normes comme dans d'autres secteurs. Cette séance traitera du secteur de la sécurité et du système budgétaire national en mettant l'accent sur la faisabilité financière et la durabilité. En utilisant le Liberia comme étude de cas, pour cette séance le guide pédagogique aborde des questions de viabilité financière pour les pays post conflit.

Lecture : Harbone et al 2017, Securing Development, World Bank, pages : 24–28

Lien : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25138>

2. **Responsabilité et surveillance :** La gestion des finances publiques appelle à un contrôle civil et démocratique de toutes les institutions publiques. Pourtant, cela reste un défi dans le secteur de la sécurité, qui reste vulnérable à la culture de l'exceptionnalisme. Les lectures pour cette séance examineront la surveillance civile et la responsabilité financière dans le secteur de la sécurité. Les lectures pour cette séance portent sur les deux études de cas du Ghana et de la République Centrafricaine qui examinent la surveillance civile du secteur de la sécurité.

Lecture : Harbone et al 2017, Securing Development, World Bank, pages : 36–37.

Lien : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25138>

Lecture : Aning, K. et Lartey, E., 2009. "Parliamentary Oversight of the Security Sector: Lessons from Ghana", Kofi Annan International Peacekeeping Training Center. Accra : Ghana

Lien : <https://www.researchgate.net/publication/237499121/download>

3. **Inclusion et consultation :** La gestion efficace des dépenses publiques requiert l'inclusion et la consultation des citoyens dans tout le cycle de budgétisation et de mise en œuvre. Alors que le rôle de la participation civique dans le processus de budgétisation gagne du terrain dans la plupart des secteurs, il est loin dans le secteur de la sécurité. Cette séance aborde la question de la valeur de la participation du public au processus de budgétisation et de ses conséquences pour le secteur de la sécurité. La lecture pour cette séance concerne l'étude de cas de l'Afrique du Sud en matière de budgétisation participative.

Lecture : Reutener, M. et Fourie, D., 2015. "The role of civic participation in the South African budgeting process", *Public and Municipal Finance*, Vol 4(3), pages : 7-15

Lien : https://repository.up.ac.za/bitstream/handle/2263/59169/Reutener_Role_2015.pdf?..

4. **Coordination et coopération :** Les principes de gestion des finances publiques exigent une coordination et une coopération efficaces entre les agences et les institutions du secteur de la sécurité, de manière à exploiter la synergie et la complémentarité. Cette séance examine les défis et les opportunités en matière de coordination inter-institutions dans le secteur de la sécurité. Les lectures pour cette séance portent sur l'expérience du Nigéria et des États-Unis en matière de coordination inter-institutions dans le secteur de la sécurité.

Lecture : Professeur Isaac Olawale Albert. "Interagency Approach to Security Management in Nigeria: Prospects and Problems" Ibadan: Institute of African Studies, University of Ibadan.

Lien : http://www.kas.de/wf/doc/kas_15732-1442-1-30.pdf?150428165720

Lecture : DeWitt, L., et Dillinger, B., 2015. "Whole-of-Government Teaming Through Collaborative Construction". *InterAgency Journal*, Vol 6(3), pages : 32-38

Lien: <http://thesimonscenter.org/wp-content/uploads/2015/07/IAJ-6-3-Summer-2015-32-38.pdf>

Exercice de discussion en groupe

Anticiper le changement : Répondre à l'environnement de la sécurité en évolution de l'Afrique

Format : Exercice de groupes de discussion

Objectifs :

- Expliquer comment les grandes tendances façonneront le futur environnement de la sécurité en Afrique.
- Analyser les implications pour les dépenses du secteur de la sécurité en Afrique.
- Définir des stratégies convaincantes pour améliorer la gestion nationale et régionale des dépenses de sécurité aux niveaux national et régional.

Contexte¹ :

Les données disponibles suggèrent qu'un certain nombre de grandes tendances affecteront l'Afrique dans les prochaines années. D'ici à 2030, l'Afrique pourrait devenir un continent radicalement différent, avec des implications diverses pour la sécurité. Ces tendances sont inévitables et les gouvernements n'ont d'autre choix que de planifier et d'y réagir de manière proactive afin d'atténuer les risques anticipés et d'exploiter les opportunités potentielles. Parmi ces grandes tendances on retrouve :

- **Le changement démographique et social :** Toutes les statistiques indiquent qu'en 2050, la population de l'Afrique doublera et que 50 % de la croissance de la population mondiale sera originaire d'Afrique, la population des moins de 18 ans augmentant de deux tiers pour atteindre environ un milliard. Cela fournira une énorme main-d'œuvre en âge de travailler qui peut devenir un moteur de la croissance économique avec une grande partie de la fabrication et des services transférés en Afrique. Mais cela exacerbera les défis actuels en matière de création d'emplois motivants pour les jeunes. En cas de chômage, cette importante population de jeunes en croissance constituera une menace pour la sécurité nationale et une migration interne et externe forcée.
- **La classe moyenne émergente :** D'ici 2030, on estime que 60 % de la population mondiale appartiendra à la classe moyenne et que 80 % de la classe moyenne mondiale résidera dans des pays en développement. Cependant, cette classe moyenne émergente s'accompagnera d'une inégalité croissante des revenus. L'Afrique a la classe moyenne qui connaît la croissance la plus rapide au monde, pouvant atteindre 107 millions d'ici 2030. Cela suscitera des attentes chez les citoyens qui exigeront graduellement une meilleure gouvernance représentative et responsable. L'inégalité croissante des revenus pourrait précipiter des troubles sociaux.

¹ Ce contexte, les statistiques et informations qu'il contient sont basés sur KPMG, 2014. "Future State 2030: The global megatrends shaping governments".

<https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/pdf/2014/02/future-state-2030-v3.pdf>, et PWC, 2016. "Disrupting Africa: Riding the wave of the digital revolution".

<https://www.pwc.com/gx/en/issues/high-growth-markets/assets/disrupting-africa-riding-the-wave-of-the-digital-revolution.pdf>

- **Innovation technologique :** La croissance de l'utilisation du téléphone mobile en Afrique entre 2007 et 2016 a été d'environ 344 %, contre 107 % dans le reste du monde au cours de la même période. Malgré sa transformation impressionnante et son utilité, cette grande tendance comporte des défis et des risques, tels que les défis de la cyber-sécurité. On s'attend à ce que la cyber-sphère devienne de nouvelle espace d'affrontements non seulement entre États, mais également entre particuliers et entreprises privées.
- **Changement climatique et stress lié aux ressources :** L'augmentation des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre est environ 14 % supérieure aux niveaux d'émissions estimés nécessaires pour atteindre l'objectif de 2020. Les villes représentent 60 à 80 % des émissions mondiales. On estime que d'ici 2050, les coûts liés aux conditions météorologiques extrêmes pourraient atteindre 1 % du produit intérieur brut (PIB) annuel mondial, ce qui équivaldrait à 720 milliards USD. Les pays en développement supporteront 75 à 80 % des coûts d'adaptation. On estime que 200 millions de personnes pourraient être définitivement déplacées en raison de l'élévation du niveau de la mer, des inondations et de la sécheresse. En outre, l'écart mondial entre l'offre et la demande en eau devrait se creuser de 40 % en 2030. La variabilité climatique exacerbera les conditions de vie de 40 % de la population de l'Afrique subsaharienne, dont une partie vit actuellement dans des environnements où l'eau est rare, et pourrait faire doubler les prix mondiaux des produits alimentaires pourrait doubler d'ici 2030.
- **Urbanisation :** On estime que plus de 50 % de la population africaine vivra dans des villes d'ici 2030, et 80 % de la croissance urbaine totale devrait avoir lieu en Afrique et en Asie. Alors que le nombre de mégapoles (plus de 10 millions d'habitants) passera à 37 villes d'ici 2025, environ un tiers de ces villes (12 mégapoles) se trouveront en Afrique. D'ici 2030, la population urbaine en Afrique sera au même niveau que la population rurale et atteindra 60 % d'ici 2050. Bien que cette urbanisation rapide offre des possibilités de développement social et économique et de vie plus durable en Afrique, elle augmentera également les pressions de la pauvreté urbaine, y compris la population croissante vivant dans des quartiers informels et des bidonvilles pouvant constituer une menace pour la sécurité.

Si ces grandes tendances offrent de nouvelles possibilités, elles posent également des problèmes qui devraient guider les politiques. Des thèmes clés émergent en examinant les implications individuelles de ces grandes tendances, à la fois en terme de ce que et comment les gouvernements auraient besoin de changer. La nécessité d'accroître la collaboration effective entre de multiples organismes gouvernementaux afin de relever les défis posés par les nouvelles réalités démographiques ; une planification flexible et adaptative afin de permettre une prise de risque accrue et des réponses plus rapides aux situations imprévues ; améliorer la compréhension mutuelle et la collaboration avec des partenaires externes ; garantir l'accès aux idées d'avant-garde sur les technologies nouvelles et émergentes ; les tendances technologiques et leur pertinence pour les gouvernements.

Questions de discussion :

1. Quelles sont les grandes tendances les plus pertinentes qui requerront des changements dans la gestion du secteur de la sécurité en Afrique ?

2. Comment les rôles et les responsabilités de certaines agences et institutions de sécurité changeraient-ils et pourquoi ?
3. Selon vous, en quoi ces grandes tendances influenceraient-elles la modernisation, le professionnalisme, l'efficacité et la gestion des dépenses publiques de l'Afrique dans le secteur de la sécurité ?
4. Comment voyez-vous ces grandes tendances influencer la responsabilité et la transparence de la gestion des dépenses de sécurité ?

Lectures recommandées :

KPMG, 2014 "Future State 2030: The global megatrends shaping governments".

<https://assets.kpmg.com/content/dam/kpmg/pdf/2014/02/future-state-2030-v3.pdf>.

PWC, 2016 "Disrupting Africa: Riding the wave of the digital revolution".

<https://www.pwc.com/gx/en/issues/high-growth-markets/assets/disrupting-africa-riding-the-wave-of-the-digital-revolution.pdf>